

# ECO

# BUSINESS PME - TPE - STARTUP

14 Juillet 2024

[www.lodj.ma](http://www.lodj.ma)

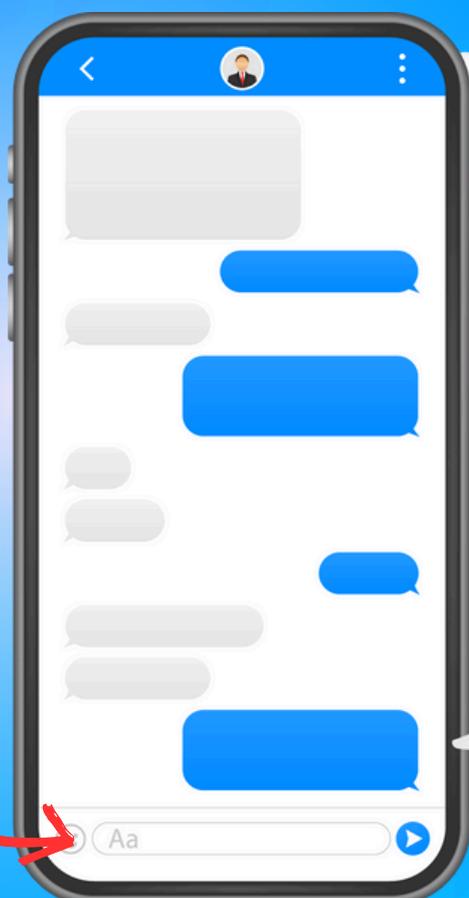


**LE GRAND BLACKOUT NUMÉRIQUE  
QUAND MICROSOFT TOMBE, LE MONDE TRÉBUCHE !**



# L'ODJ .MA CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT  
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR  
VOUS AIDER 24H/24.



SCAN ME



# Sommaire

**L'indemnité pour perte d'emploi : un système en panne**



**Un état des lieux alarmant la saison agricole 2024-2025**



**Amélioration Relative de l'Indice de Confiance des Ménages**



**Le grand Blackout numérique: Quand Microsoft tombe, le Monde trébuche !**



**Les Maroc en voie de redressement malgré les défis climatiques et les incertitudes internationales**



**Le Conseil de la Concurrence scrute le secteur des carburants**



**Conseil National de l'Artisanat : Pourquoi Faire ?**



# ÉDITO

## Les Maroc en voie de redressement malgré les défis climatiques et les incertitudes internationales



Le Haut-Commissariat au Plan (HCP) du Maroc a récemment publié le Budget Économique Exploratoire pour l'année 2025, fournissant des prévisions détaillées sur l'évolution économique du pays pour les années 2024 et 2025.

Cette analyse vise à comprendre les dynamiques macroéconomiques projetées, en mettant l'accent sur les principaux indicateurs économiques et les hypothèses sous-jacentes.

### Les Perspectives Économiques du Maroc en 2024 et 2025



En 2024, la croissance économique nationale devrait connaître une légère décélération, passant de 3,4% en 2023 à 3,0% en 2024. Cette baisse est principalement attribuée à des conditions climatiques défavorables qui impactent le secteur agricole, tandis que le secteur non agricole devrait continuer à croître, soutenu par la reprise de la demande extérieure et l'affermissement de l'investissement public. En 2025, la croissance du PIB est prévue à 3,7%, grâce à une reprise attendue du secteur agricole et à la bonne performance continue des secteurs secondaire et tertiaire.

# Les Maroc en voie de redressement malgré les défis climatiques et les incertitudes internationales

**Le secteur primaire**, comprenant l'agriculture, devrait connaître une baisse significative de 4,6% en 2024, après une croissance de 1,6% en 2023. Cette décroissance est principalement due à des conditions climatiques défavorables, avec une production céréalière en baisse de 43%. Cependant, une amélioration est attendue en 2025, avec une croissance projetée de 8,5% dans ce secteur, sous l'hypothèse d'une meilleure saison agricole.

**Le secteur secondaire**, qui comprend l'industrie et la construction, devrait afficher une croissance solide de 4,1% en 2024, après 1,3% en 2023. Cette performance est soutenue par une reprise dans les industries de transformation, le secteur du BTP, et les activités minières. En 2025, la croissance de ce secteur est projetée à 3,4%.

**Les activités tertiaires** devraient également connaître une progression favorable de 3,4% en 2024, grâce à la performance des services marchands, notamment le tourisme et le transport. En 2025, une croissance plus modeste de 3,0% est attendue, malgré une expansion continue dans les secteurs du transport et du commerce.

**L'inflation**, mesurée par l'indice implicite du PIB, devrait baisser de 6,4% en 2023 à 1,8% en 2024, puis atteindre 2,2% en 2025. La consommation des ménages devrait ralentir, passant de 3,7% en 2023 à 2,2% en 2024, avant de remonter à 2,6% en 2025, soutenue par l'amélioration des revenus agricoles et les transferts sociaux.

**Les exportations de biens et services** devraient augmenter de 8,8% en 2024 après une croissance de 9,0% en 2023. En 2025, cette augmentation devrait se poursuivre à un rythme de 8,4%. Les importations devraient croître de 7,4% en 2024, puis de 7,0% en 2025, reflétant une demande intérieure robuste et une reprise de la production agricole.

**Le déficit commercial devrait légèrement s'alléger**, passant de 19,5% du PIB en 2023 à 18,4% en 2024, puis à 18,2% en 2025. Le déficit budgétaire devrait également diminuer, passant de 4,3% en 2023 à 4,0% en 2024, et à 3,8% en 2025, grâce à une amélioration des recettes fiscales et une gestion rigoureuse des dépenses publiques.

**Les prévisions économiques pour 2024 et 2025 montrent un Maroc en voie de redressement malgré les défis climatiques et les incertitudes internationales. La croissance économique, bien que modérée, devrait être soutenue par des secteurs non agricoles dynamiques et une reprise attendue du secteur agricole. La gestion prudente des finances publiques et la consolidation de l'investissement public sont essentielles pour maintenir cette dynamique positive.**





# LA WEB TV ECO & ECO

REGARDER L'ODJ WEB TV EN LIVE STREAMING  
24H/7J AVEC REDIFFUSION EN VOD !



LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE,  
POUR UN AVENIR DURABLE !

**+150.000**  
Télespectateurs / mois

**+20**  
émissions

**+500**  
épisodes



SCAN ME!

# L'indemnité pour perte d'emploi : un système en panne

**Depuis dix ans, l'indemnité pour perte d'emploi (IPE) est en place au Maroc, mais ses faiblesses demeurent flagrantes. En 2023, près de 50 % des demandes ont été rejetées, soulignant la nécessité d'une réforme attendue mais non encore réalisée par le gouvernement.**

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), en charge de ce dispositif, a rapporté que seulement 26.077 personnes ont bénéficié de l'IPE en 2023. Ce chiffre représente une augmentation modeste : 1.131 bénéficiaires de plus qu'en 2020 et 533 de plus qu'en 2022. Toutefois, le montant total distribué a diminué, passant de 375,73 millions de dirhams en 2022 à 371,67 millions en 2023.

Malgré ces données, le dispositif reste fortement limité. Sur les 50.633 demandes déposées en 2023, environ la moitié ont été refusées. Cette situation critique renforce les appels à une réforme urgente, notamment du Conseil économique, social et environnemental (CESE). En 2021, ce dernier a identifié trois principales lacunes : des conditions d'éligibilité trop strictes, des prestations basées sur le SMIG et un financement insuffisant et inéquitable.

Le CESE propose une réorganisation de l'IPE en deux régimes : un assurantiel pour les salariés et un d'assistance pour les non-salariés, accompagnés d'un dispositif d'aide active au retour à l'emploi. Cette proposition vise à créer un système plus inclusif et équitable.

Depuis 2019, le nombre de bénéficiaires a augmenté, mais à un rythme insuffisant pour répondre aux besoins croissants des travailleurs privés de leur emploi. La loi-cadre sur la protection sociale, prévue pour 2025, ambitionne de généraliser l'IPE à toutes les personnes exerçant un emploi stable, en simplifiant les conditions d'accès et en élargissant la base des bénéficiaires.



Les recommandations du CESE et les statistiques actuelles mettent en lumière l'urgence d'une réforme. Le système actuel, avec près de la moitié des demandes rejetées, ne parvient pas à répondre aux attentes des travailleurs en situation de perte d'emploi. Cette inaccessibilité renforce la précarité et le sentiment d'injustice parmi les travailleurs.

Pour améliorer l'efficacité de l'IPE, il est impératif d'adopter une approche plus inclusive et flexible. Les conditions d'éligibilité doivent être revues pour inclure une plus large population de travailleurs. Par ailleurs, les prestations devraient être ajustées pour offrir un soutien financier plus adéquat, en tenant compte des réalités économiques des bénéficiaires.

L'IPE, en dépit de ses dix ans d'existence, nécessite une réforme profonde et urgente. Le gouvernement doit répondre aux appels du CESE et des travailleurs pour transformer ce dispositif en un véritable outil de soutien en période de chômage. Seule une réforme audacieuse et bien pensée pourra redonner espoir aux travailleurs marocains et garantir une protection sociale digne de ce nom.

# Un état des lieux alarmant la saison agricole 2024-2025



À l'aube de la saison automnale, les préparatifs pour la campagne agricole 2024-2025 battent leur plein sous la houlette du ministère de l'Agriculture. Une réunion, présidée par Mohamed Sadiki et réunissant des acteurs clés du secteur, a dévoilé un plan ambitieux pour booster la productivité et la résilience agricoles.

Le cœur des initiatives du ministère repose sur la mobilisation de 1,26 million de quintaux de semences certifiées. Pour les cultures légumières, comme les tomates, les oignons et les pommes de terre, des subventions visent à réduire les coûts de production. La distribution de 650.000 tonnes d'engrais phosphatés est prévue, avec des tarifs inchangés par rapport à l'année précédente. Des aides pour les analyses de laboratoire sont également maintenues, favorisant une fertilisation raisonnée.

Le programme prévoit la mise en culture de 4,36 millions d'hectares de céréales, 545.900 hectares de cultures fourragères, 300.000 hectares de légumineuses alimentaires et 105.860 hectares pour le maraîchage d'automne. Cependant, la concrétisation de ce programme dépendra fortement des conditions climatiques et de l'eau disponible pour l'irrigation.

Pour la production animale, la subvention de l'orge et des aliments composés sera ajustée en fonction de l'évolution climatique et de l'état des pâturages. Le ministère poursuit ses efforts pour restaurer l'équilibre des filières agricoles en intensifiant les investissements structurants, visant à accroître la résilience du secteur face au changement climatique.

La stratégie Génération Green continue de stimuler les investissements dans l'agriculture, avec des incitations financières du Fonds de développement agricole (FDA). Deux programmes se distinguent : le programme national de développement du semis direct et l'encouragement de l'irrigation complémentaire pour les systèmes céréaliers.

# Un état des lieux alarmant la saison agricole 2024-2025

Néanmoins, la réunion a mis en lumière les défis critiques liés à la gestion des ressources hydriques. Le cumul pluviométrique national au 14 juillet 2024 n'était que de 240 mm, soit une baisse de 34% par rapport à une saison normale. Le taux de remplissage des barrages agricoles a chuté à 29% de leur capacité totale.

Face à cette situation alarmante, l'irrigation a été suspendue dans la majorité des grands périmètres irrigués, à l'exception des zones du Loukkos et Tafrata. Ces restrictions sévères touchent 78% des périmètres principaux, dont certains n'ont pas reçu d'eau depuis plus de quatre ans.

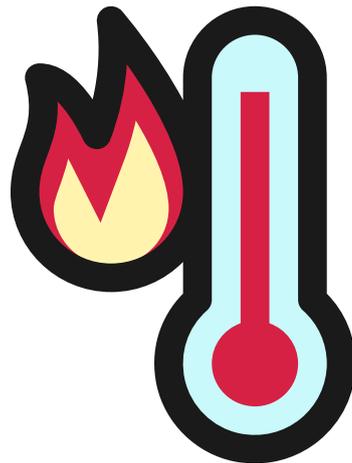
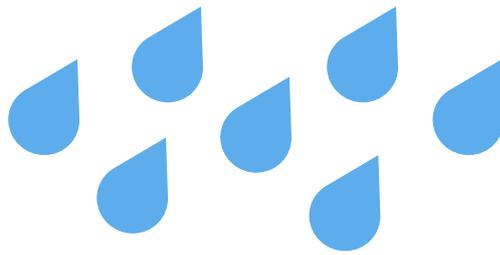
Pour atténuer les effets de cette crise, le ministère a lancé des mesures d'urgence pour protéger les cultures pérennes et les patrimoines arboricoles, notamment par des irrigations d'appoint pour les jeunes plantations.

La crise hydrique a fortement impacté la campagne de cultures sucrières, avec seulement 22.672 hectares semés en betterave à sucre, soit 42% de l'objectif initial. La culture de la canne à sucre a également été affectée, avec une surface plantée de 1.055 hectares en automne, soit 35% du programme prévu.

Cependant, les précipitations de mars ont favorisé l'installation des cultures de printemps, atteignant 91% des objectifs prévus. Les cultures maraîchères couvrent 249.000 hectares sur les quatre saisons, avec une production projetée de 8,4 millions de tonnes.

En conclusion, bien que le ministère de l'Agriculture ait mis en place des mesures robustes pour la campagne agricole 2024-2025, la réussite de ces initiatives dépendra grandement des conditions climatiques et de la gestion des ressources hydriques. Les défis sont nombreux, et seule une approche intégrée et flexible permettra de surmonter les obstacles et de garantir la sécurité alimentaire nationale. Les agriculteurs marocains, confrontés à une conjoncture difficile, auront besoin de tout le soutien possible pour naviguer cette saison cruciale.

**Mais dans quelle mesure ces mesures suffiront-elles face aux défis actuels ?**





# غسل و قيس

# Le Conseil de la Concurrence scrute le secteur des carburants

Le Conseil de la concurrence a récemment publié un rapport détaillant l'évolution du secteur des carburants au Maroc pour le premier trimestre 2024

On découvre ainsi que les importations de gasoil et d'essence ont atteint 1,47 million de tonnes, d'une valeur totale de 12,89 milliards de dirhams. Comparé à l'année précédente, cela représente une augmentation de 9,1 % en volume et de 0,9 % en valeur.



La demande en gasoil, qui compose 91 % des importations, a notablement augmenté, ce qui a incité les importateurs à ajuster leurs approvisionnements en conséquence. Parallèlement, la capacité de stockage des carburants a progressé de 16 %, atteignant 1,50 million de tonnes à la fin mars 2024.

Le nombre de stations-service au Maroc a également augmenté, avec 3 411 stations recensées à la fin du premier trimestre 2024, soit 61 nouvelles stations. Les neuf principales sociétés de distribution possèdent 2 515 de ces stations, renforçant ainsi leur présence sur le marché national.

Les ventes de gasoil et d'essence ont généré un chiffre d'affaires de 18,98 milliards de dirhams, légèrement supérieur aux 18,87 milliards de dirhams de l'année précédente. Cette stabilité du marché se maintient malgré les fluctuations des prix à l'international.

Les recettes fiscales issues des importations de carburants ont également augmenté, atteignant 6,45 milliards de dirhams, soit une hausse de 6,7 % par rapport au premier trimestre 2023. Cette augmentation est principalement attribuée à l'accroissement des volumes importés et à une collecte efficace de la Taxe Intérieure de Consommation (TIC). Les recettes de la TVA à l'importation ont progressé de 1,76 %, atteignant 1,8 milliard de dirhams.

Le coût d'achat moyen pondéré par les variations des stocks pour les neuf principaux opérateurs a été de 10,18 dirhams par litre pour le gasoil et de 10,86 dirhams par litre pour l'essence. Malgré une hausse des coûts d'achat à l'international, les prix de vente moyens sur le marché national se sont établis à 11,45 dirhams par litre pour le gasoil et à 12,72 dirhams par litre pour l'essence.

Enfin, les coûts d'achat pour les neuf sociétés de distribution de carburants ont connu une augmentation modérée : 0,17 dirham par litre pour le gasoil et 0,32 dirham par litre pour l'essence. Cependant, ces hausses restent inférieures à celles observées sur le marché international, où les cotations ont augmenté de près de 0,47 dirham par litre pour le gasoil et de dirham par litre pour l'essence.

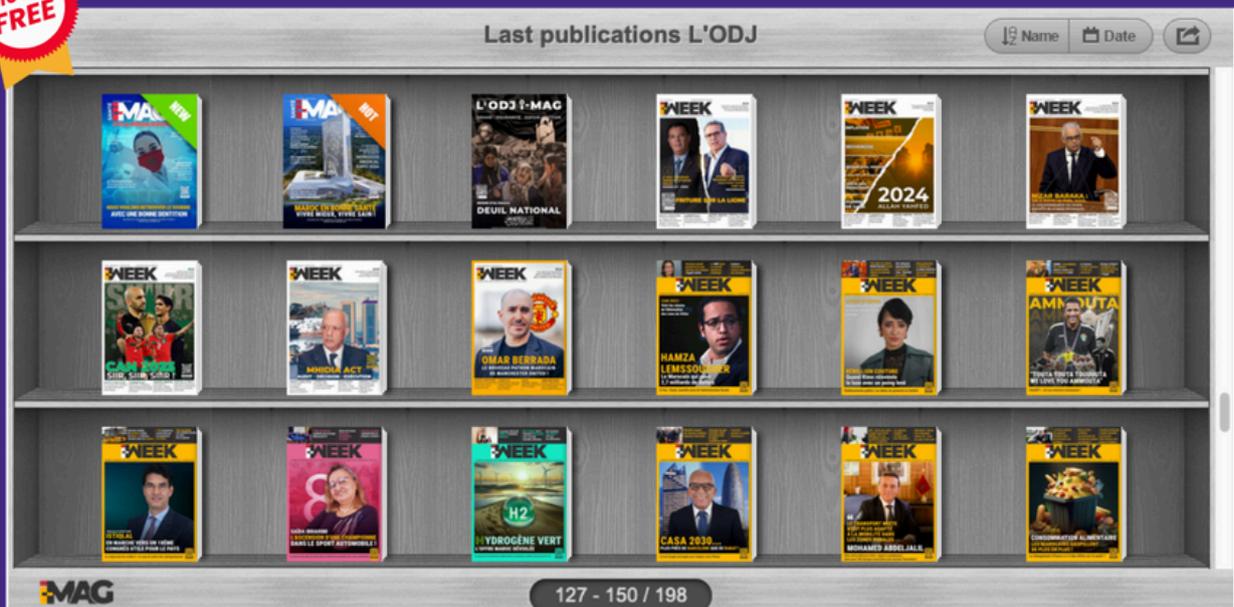


[www.pressplus.ma](http://www.pressplus.ma)



## LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%  
FREE



**Pressplus** est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire plus des centaines de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME



## **Conseil National de l'Artisanat : Pourquoi Faire ?**

Comment le CNA compte-t-il surmonter les défis structurels qui entravent encore le secteur de l'artisanat ? Quelles seront les mesures concrètes pour garantir une mise en œuvre efficace des stratégies proposées ? Et surtout, comment assurer la pérennité de ces réformes face aux changements politiques et économiques ?

**Le Conseil National de l'Artisanat (CNA) a récemment tenu sa première réunion sous la présidence du Chef du Gouvernement, Aziz Akhannouch, le mardi 16 juillet. Créé par la loi 50.17, mise en vigueur en 2022, ce conseil vise à moderniser et réguler les activités artisanales au Maroc.**

**le Conseil National de l'Artisanat représente une avancée significative pour le secteur. Cependant, la route vers une véritable modernisation et dynamisation de l'artisanat marocain est encore longue et semée d'embûches. La vigilance et l'engagement continu des parties prenantes seront essentiels pour transformer cette vision en réalité tangible.**

Lors de cette réunion inaugurale, une commission spécifique a été formée pour élaborer une nouvelle feuille de route stratégique. Cette stratégie ambitieuse se fixe pour objectif de relever divers défis du secteur de l'artisanat, tels que la préservation du patrimoine, la généralisation de la couverture sociale, le renforcement des Chambres d'Artisanat, le développement des coopératives, la formation professionnelle, l'approvisionnement en matières premières, et la commercialisation ainsi que la valorisation des exportations.

La création du CNA marque une étape cruciale dans la stratégie nationale de développement de l'artisanat. Sa mission principale est d'élaborer et de proposer des mesures concrètes pour dynamiser, moderniser et développer ce secteur. L'objectif ultime est d'améliorer la compétitivité des artisans et leurs conditions socio-économiques, tout en préservant le riche patrimoine artisanal du Royaume.

Aziz Akhannouch a insisté sur l'importance stratégique de l'artisanat pour l'économie nationale, soulignant que ce secteur est un pilier essentiel du tourisme et de l'identité culturelle marocaine. Le gouvernement s'engage fermement à soutenir et à développer ce secteur, conformément aux Hautes Orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

La Ministre du Tourisme, de l'Artisanat, de l'Economie Sociale et Solidaire a présenté un bilan détaillé des initiatives lancées depuis 2021. Parmi celles-ci, l'accélération de la mise en œuvre de la loi 50.17 et le lancement du Registre National de l'Artisanat. Ce registre a permis l'inscription de plus de 400 000 artisans et l'enregistrement de 647 000 artisans à l'Assurance Maladie Obligatoire, représentant une avancée majeure pour le secteur.

Le CNA se positionne comme une plateforme collaborative, réunissant tous les acteurs du secteur : organismes professionnels, établissements publics, départements ministériels, experts et représentants des artisans. Cette synergie est destinée à identifier des pistes de progrès, proposer des solutions innovantes, élaborer des mesures législatives et réglementaires nécessaires, et coordonner les actions pour un développement harmonieux et durable du secteur.



## Amélioration Relative de l'Indice de Confiance des Ménages

### Analyse de l'Enquête de Conjoncture des Ménages du Deuxième Trimestre 2024

**Le Haut-Commissariat au Plan (HCP) a publié les résultats de son enquête de conjoncture auprès des ménages pour le deuxième trimestre de 2024. Bien que le contexte économique demeure difficile, certaines améliorations notables émergent, offrant un soupçon d'optimisme pour l'avenir.**

L'Indice de Confiance des Ménages (ICM) a légèrement augmenté, passant de 453 points au trimestre précédent à 461 points ce trimestre. Comparé au même trimestre de l'année précédente, l'ICM n'a que marginalement augmenté (454 points), indiquant une relative stabilité dans la perception des ménages concernant leur situation économique globale.

La perception des ménages sur l'évolution de leur niveau de vie reste préoccupante. En effet, 82,6% des ménages ont déclaré une dégradation du niveau de vie au cours des 12 derniers mois. Cependant, le solde d'opinion de -782 points montre une légère amélioration par rapport à l'année précédente (-846 points). Pour les 12 mois à venir, 55,1% des ménages s'attendent à une dégradation, alors que 9,0% espèrent une amélioration, laissant le solde d'opinion négatif à -461 points, une amélioration par rapport aux -473 points du trimestre précédent.



# Amélioration Relative de l'Indice de Confiance des Ménages

Le chômage reste une préoccupation majeure pour les ménages marocains. 82,8% des ménages anticipent une hausse du chômage dans l'année à venir, bien que le solde d'opinion de -762 points marque une amélioration par rapport aux trimestres précédents (-775 points le trimestre précédent et -804 points l'année précédente). Cette amélioration pourrait indiquer une légère baisse du pessimisme ambiant concernant le marché du travail.

Les ménages marocains continuent de percevoir le moment comme peu opportun pour l'achat de biens durables. 78,9% des ménages considèrent que ce n'est pas le bon moment pour effectuer de tels achats, avec un solde d'opinion négatif de -694 points. Bien que ce chiffre soit une légère amélioration par rapport aux -729 points du trimestre précédent, il est encore très éloigné des niveaux optimistes souhaités.

Les ménages sont moins pessimistes quant à leur situation financière actuelle. 55,8% des ménages affirment que leurs revenus couvrent leurs dépenses, et 4,2% épargnent une partie de leur revenu. Le solde d'opinion à -400 points est en légère amélioration par rapport aux -406 points du trimestre précédent. Cependant, 56,5% des ménages estiment que leur situation financière s'est détériorée au cours des 12 derniers mois.



Le pessimisme règne également concernant la capacité d'épargne des ménages, avec seulement 9,8% des ménages s'attendant à pouvoir épargner dans l'année à venir. Le solde d'opinion reste lourdement négatif à -804 points. De plus, 96,4% des ménages rapportent une augmentation des prix des produits alimentaires au cours des 12 derniers mois, et 82,1% anticipent une hausse continue, laissant le solde d'opinion à -791 points pour les attentes futures des prix alimentaires.

L'enquête de conjoncture des ménages pour le deuxième trimestre de 2024 révèle une situation économique toujours difficile mais avec quelques signes d'amélioration. L'Indice de Confiance des Ménages montre une légère hausse, et certains indicateurs financiers présentent des améliorations modestes. Cependant, le pessimisme persiste concernant la capacité d'épargne et l'inflation des prix alimentaires, reflétant les défis économiques persistants auxquels sont confrontés les ménages marocains. Ces résultats soulignent l'importance de mesures économiques ciblées pour soutenir les ménages et stimuler la confiance économique dans les mois à venir.

## ECO 4.0

# Une vague de Chaos numérique

## Le grand Blackout numérique: Quand Microsoft tombe, le Monde trébuche !

Dans un monde interconnecté où la technologie s'est imposée comme le pilier central de la plupart des activités humaines, une panne informatique massive peut avoir des répercussions dévastatrices. Ce vendredi 19 juillet, un scénario digne d'une dystopie technologique a pris forme, paralysant des infrastructures clés à travers le globe, du fret ferroviaire aux géants du transport aérien, avec un dénominateur commun alarmant: une défaillance associée à Microsoft, l'un des piliers de l'industrie technologique mondiale.

Initialement repérés en Australie comme de simples perturbations télécom, les problèmes se sont rapidement étendus à d'autres secteurs et continents, révélant l'étendue et la profondeur de la crise. Des aéroports comme celui de Berlin en Allemagne ont vu leurs activités suspendues, créant un effet domino impactant des millions de voyageurs. Au Royaume-Uni, c'est le réseau ferroviaire qui a subi des arrêts, tandis que des compagnies aériennes de stature comme Ryanair en Irlande et même l'aéroport de Schiphol aux Pays-Bas se trouvaient en difficulté opérationnelle.



## Quelle a été la réaction des autorités marocaines ?

L'Espagne n'a pas été épargnée, avec Aena, le premier opérateur aéroportuaire mondial en termes de passagers, rapportant des dysfonctionnements généralisés. Cette panne s'étend aux applications Windows, rendant inaccessibles de nombreux services Microsoft 365 essentiels pour des millions d'entreprises et d'utilisateurs.

### Les Racines du Problème

Selon les déclarations de Microsoft, ce désastre résulte d'une complication avec une "plate-forme logicielle tierce", suggérant une interdépendance et une vulnérabilité de notre infrastructure numérique globale face à des pannes en chaîne. La nature systémique de cette panne souligne une réalité souvent ignorée : notre dépendance excessive à des infrastructures numériques peut transformer un simple bug en une catastrophe économique et sociale.

Le géant de la tech a rapidement pris des "mesures d'atténuation", mais le mal était déjà fait. La réaction en chaîne de la panne a mis en évidence non seulement les failles dans notre système technologique global mais aussi le manque de préparation face à de telles éventualités. Des questions se posent sur la robustesse des systèmes d'urgence et la capacité de grandes entreprises comme Microsoft à gérer des crises d'une telle envergure.

# Le grand Blackout numérique : Quand Microsoft tombe, le Monde trébuche !



Cette crise pose un défi plus large à la société moderne : comment équilibrer notre aspiration à l'innovation technologique avec la nécessité de garantir la sécurité et la résilience des systèmes qui sous-tendent nos vies quotidiennes?

Le besoin de diversification des technologies, de renforcement des protocoles de sécurité, et surtout, de création de systèmes de redondance pour éviter de tels points de défaillance devient urgent.

Ce "Grand Blackout Numérique" sert d'avertissement cinglant à l'égard de notre dépendance aux géants technologiques. Il est impératif que les acteurs de l'industrie, les régulateurs, et les gouvernements travaillent de concert pour renforcer la résilience de nos infrastructures numériques.

Sans une action proactive, nous risquons de voir notre monde numériquement interconnecté paralysé par le prochain bug informatique inévitable.

La panne informatique mondiale qui a récemment frappé plusieurs grandes entreprises et infrastructures de transport soulève également des inquiétudes quant à son impact potentiel sur des événements internationaux majeurs, tels que les Jeux Olympiques de Paris.

À l'approche de cet événement mondial, on peut se demander comment une telle perturbation pourrait affecter les préparatifs et le déroulement des jeux. Les systèmes informatiques jouant un rôle crucial dans la logistique, la sécurité et la communication lors de tels événements, il est impératif de questionner la résilience de ces systèmes face aux pannes d'envergure et les mesures prises pour prévenir ou gérer de telles crises.

**Dans le contexte de cette panne informatique mondiale qui a touché de nombreux pays, une question demeure : quelle a été la réaction des autorités marocaines ? Alors que des nations comme l'Espagne, l'Australie et l'Allemagne ont été notoirement affectées, les informations sur les impacts et les mesures prises au Maroc restent floues.**



## ENFIN, UN PARC D'ATTRACTION

Le plus grand espace d'attractions au Maroc a été inauguré à Meknès. Ayant nécessité un investissement de 200 millions de dirhams et générant plus de 480 emplois directs et indirects

"Coco Park" s'étale sur une superficie de plus de 10 hectares et propose plus de 50 attractions.

## MARSA MAROC

Marsa Maroc a été sélectionné en tant qu'attributaire du contrat de gestion déléguée des Terminaux 1 et 5 du Port de Cotonou (Bénin), au terme d'une procédure de sélection internationale pilotée par la société Bénin Manutentions SA. Dans le cadre de ce partenariat, Bénin Manutentions S.A sera accompagnée par l'opérateur portuaire marocain pour le démarrage et la prise en charge des opérations des deux Terminaux.



## CUISINE MAROCAINE

Le célèbre chef Gordon Ramsay a annoncé que la cuisine marocaine a été élue meilleure cuisine du monde, remportant plus de 2,5 millions de voix des internautes dans un concours international organisé par la page Pubity, suivie par près de 37 millions de personnes. Connue pour son exigence et sa franchise, Ramsay a salué la richesse et la diversité des saveurs marocaines, soulignant que ce résultat reflète l'appréciation mondiale pour cette cuisine.





Pour 150 millions de dirhams, le Maroc s'est doté d'un système d'information basé sur l'intelligence artificielle (IA) qui permet d'identifier les zones les plus susceptibles de connaître des feux de forêt, d'anticiper et rendre plus efficaces les interventions des avions et des pompiers, sur la base de données scientifiques. Ce système détermine ainsi la probabilité d'un départ de feu en analysant les données concernant notamment le type de couverture forestière et sa capacité à s'enflammer, les prévisions climatiques et les conditions topographiques des zones.

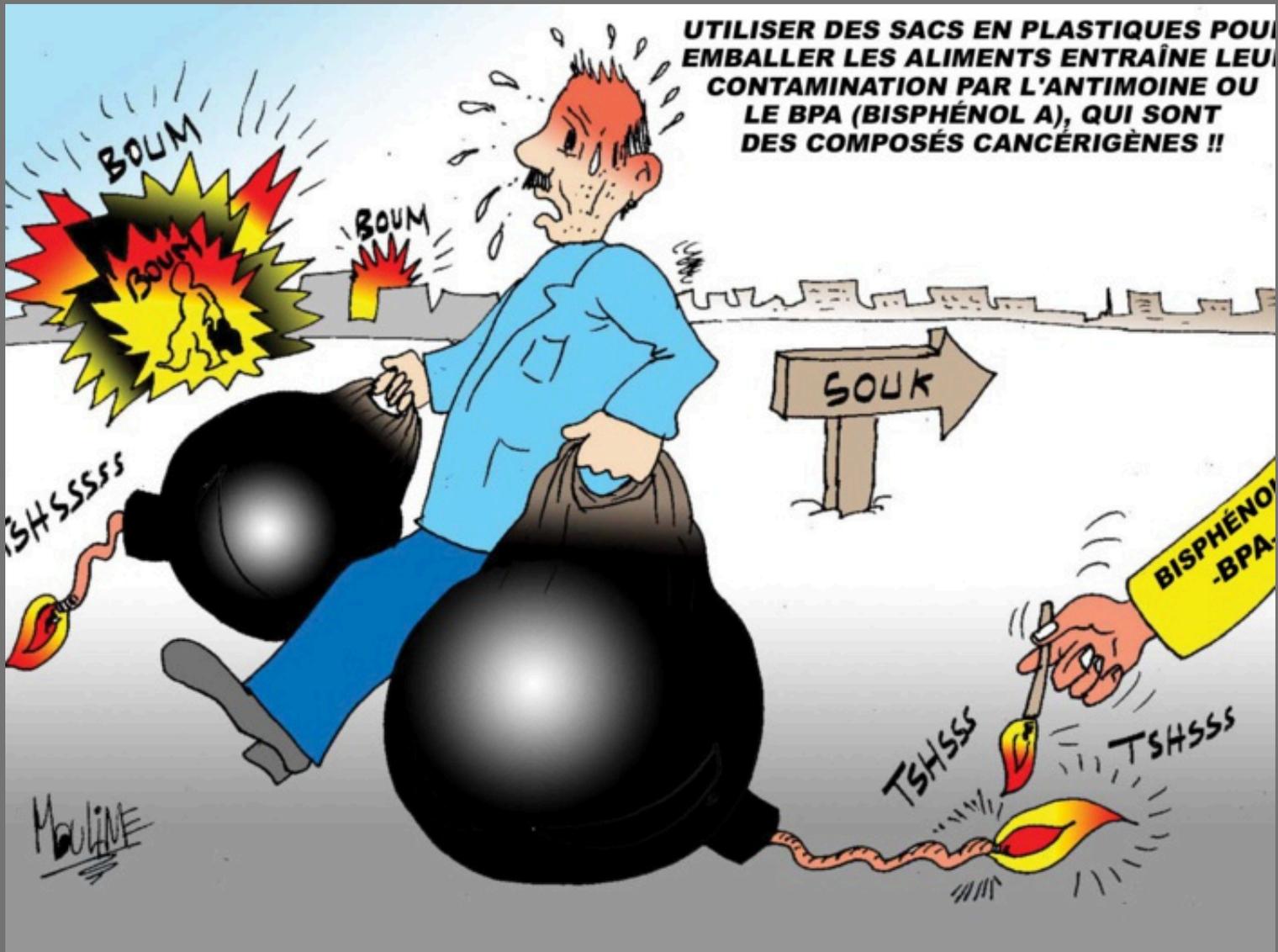
### HPS À SYDNEY

HPS continue d'étendre son activité et crée une nouvelle entité à Sydney qui sera dédiée à la gestion de ses clients en Australie et Nouvelle-Zélande. Le géant marocain de progiciels et de solutions de paiement a, en plus, conclu un contrat avec l'une des plus grandes banques du pays, qui rejoint ainsi les clients déjà existants dans la région.



### REJOIGNEZ AMAZON MAROC

Amazon, le géant du e-commerce, ouvre ses portes aux résidents de Rabat, Salé, Kénitra et du Grand Casablanca avec une offre d'emploi alléchante. L'entreprise recherche des collaborateurs pour renforcer son équipe de service client à domicile, offrant une rémunération attractive de 40,45 dirhams bruts par heure.



# Les sacs en plastique noir réapparaissent en force

Les sacs en plastique continuent de faire de la résistance... L'interdiction en 2016 de la fabrication, la vente ou encore la distribution des sacs en plastique jetables au Maroc n'a visiblement pas éradiqué ces produits polluants. Bien au contraire, il semblerait que la prohibition a créé un marché parallèle très florissant... Un choix assumé par plus de la moitié des commerçants qui déclarent que plus de 80% de leurs clients exigent des sacs plastiques... Cette pratique très courante, comporte malheureusement des risques pour la santé... Utiliser des sacs en plastique pour emballer les aliments entraîne leur contamination par l'antimoine ou le BPA (bisphénol A), qui sont des composés cancérogènes... Le BPA (bisphénol A) est un produit chimique utilisé dans l'industrie pour durcir les plastiques et résines... ces matières et leurs produits de dégradation sont susceptibles de contribuer à une pollution de l'environnement et des aliments cultivés par les particuliers, et de présenter ainsi un risque à la fois pour les santés humaine, animale et végétale...



# صبن وقيس



## **Chiffre de la semaine**

# **31481**

**OMPIC : 31.481 entreprises créées  
en 4 mois**

**L'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC) a annoncé la création de 31.481 entreprises au Maroc au cours des quatre premiers mois de 2024.**

**Parmi ces entreprises, 22.856 sont des personnes morales et 8.625 des personnes physiques. Le secteur du commerce prédomine avec 34,73% des créations, suivi par les services divers et le BTP. La région Casablanca-Settat est en tête avec 9.714 entreprises créées.**

**Les sociétés à responsabilité limitée à associé unique (SARL AU) représentent 65,3% des nouvelles entreprises, suivies des SARL (34,1%) et des sociétés anonymes (SA) (0,2%).**

**LODJ**  
TV



**#SURLERING**

# #SURLERING

RACHID HALLAOUY REÇOIT  
ADNANE BENCHAKROUN

**INVERSER LA COURBE  
DU CHÔMAGE  
MISSION (IM)POSSIBLE ?**



SCAN ME!



**حياتنا**  
مغاربة العالم  
يشتكون من  
القضاء والداخلية

**صحتنا**  
الأمم المتحدة تحذر من  
تباطؤ معدلات تطعيم  
الأطفال حول العالم  
بسبب جائحة كوفيد-19

**أخبار الأسبوع**  
برقية تعاطف وتضامن  
من جلالة الملك إلى  
السيد دونالد ترامب  
إثر تعرضه لمحاولة اغتيال



# هـ يكاند



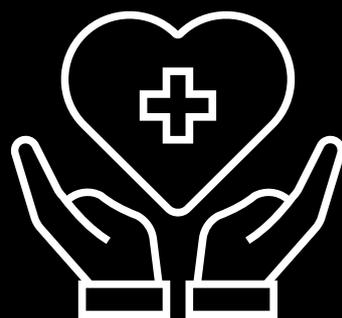
**شالة الثقافة  
تضيء مدينة الأنوار**

مجلة لودجي مدينة الأسبوعية



العدد 22 - يوليو 2024

# Il va jeter l'éponge



**Joe Biden testé positif au Covid**

**En pleine campagne pour l'élection présidentielle américaine, Joe Biden va observer une période d'isolement mais continuera d'exercer pleinement ses fonctions, a annoncé la Maison Blanche.**

عدد يوليو 2024

# العربية MAG عدد خاص بالملحون

الملحون المغربي  
على قائمة  
اليونسكو للتراث  
العالمي

جهود  
متواصلة لجمعية  
إدريس بن المامون  
للبحث والإبداع في  
المحافظة على تراث  
الملحون العالمي

ندوة تستحضر أهمية  
التصنيف العالمي  
للتراث الثقافي  
غير المادي بالمعرض  
الدولي للنشر والكتاب

## فن الملحون

تراث عريق يتألق في ساحة سوق لغزل بسلا

أول نسخة ناطقة بالعربية لمجلتنا الشهرية I-MAG  
مجلة 100% رقمية معززة - نسخة غير تجارية  
WWW.LODJ.MA/MAGAZINE - WWW.PRESSPLUS.MA



SCAN ME!



Amélioration  
Relative de l'Indice  
de Confiance des  
Ménages

Alerte santé :  
Ces gommes  
à la nicotine qui  
font trembler  
les pharmaciens !

Imane Bamouss :  
L'éclat amazigh  
au Défilé  
Jeunes Talents

# WEEK

L'ODJ MEDIA

L'HEBDO EN BRÈVES, 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ DE L'ODJ MÉDIA N°50 : SEMAINE 03 - JUILLET 2024



## TRUMP PRÉSIDENT À 99,99%

ANRT : Opérateurs, préparez-vous, vos cartes SIM anonymes seront bientôt bloquées !



SCAN ME!

WWW.LODJ.MA